

ÉTUDE HISTORIQUE ET POLITIQUE — JUILLET 2026

Ingérences politiques dans les Coupes du Monde de la FIFA

Étude comparative : Italie 1934, Argentine 1978, États-Unis 2026

Document compilé le 6 juillet 2026. Le Mondial 2026 étant en cours au moment de la rédaction, certains développements ultérieurs restent à confirmer.

Introduction

Depuis sa création en 1904, la FIFA a organisé vingt-deux éditions de la Coupe du Monde masculine. À trois reprises séparées par près d'un siècle, l'attribution et le déroulement du tournoi ont été profondément marqués par les intérêts politiques du pays hôte : l'Italie fasciste de Mussolini en 1934, l'Argentine de la junte militaire de Jorge Videla en 1978, et les États-Unis de l'administration Trump en 2026. Ces trois cas, bien que séparés par des contextes idéologiques radicalement différents — totalitarisme fasciste, dictature militaire sud-américaine, démocratie polarisée du XXI^e siècle — présentent une continuité frappante dans la logique d'instrumentalisation politique du sport le plus populaire au monde.

Cette étude examine, pour chacun des trois cas, les objectifs politiques poursuivis, les moyens d'influence concrets déployés (arbitrage, logistique, communication), et les réactions — ou l'absence de réaction — de la FIFA. Elle propose ensuite une frise chronologique consolidée, une typologie transversale des types d'ingérence observés, puis une analyse des conséquences géopolitiques à court et long terme.

Il convient de noter une différence de nature essentielle entre les trois cas : en 1934 et 1978, l'ingérence s'exerçait au service de régimes autoritaires ou totalitaires cherchant à masquer une réalité répressive violente (fascisme, terrorisme d'État, disparitions forcées) ; en 2026, elle s'exerce dans le cadre d'une démocratie constitutionnelle où les institutions, la presse et le pouvoir judiciaire continuent de fonctionner et de documenter les controverses en temps réel — ce qui, précisément, permet la comparaison sourcée qui suit.

1. Italie 1934 : le Mondial de la propagande fasciste

1.1 Objectifs politiques

Arrivé au pouvoir en 1922, Benito Mussolini ne s'intéressait initialement guère au football, sport que les socialistes italiens (dont il était issu) considéraient comme un « instrument d'aliénation du peuple » ([LCP](#)). Convaincu par les dirigeants sportifs du régime de son potentiel de propagande, il en fait un pilier de sa politique de mobilisation des masses. Le général Giorgio Vaccaro, président de la Fédération italienne de football placé par le régime, résume l'objectif dès l'attribution du tournoi en 1932 : « Le but ultime de la manifestation sera de montrer à l'univers ce qu'est l'idéal fasciste du sport dont l'unique inspirateur est le Duce. [...] L'Italie doit gagner ce championnat. C'est un ordre ! » ([Le Monde](#)). L'enjeu est aussi de redorer le blason d'une Italie meurtrie par la « victoire mutilée » de la Première Guerre mondiale et de démontrer, face aux démocraties européennes, la supériorité organisationnelle et physique du modèle fasciste ([GEO](#)).

1.2 Moyens d'influence utilisés

Attribution et logistique. L'organisation est confiée à l'Italie lors du congrès FIFA de Stockholm (mai-octobre 1932) au terme d'un processus jugé opaque, entaché — selon le journaliste Jim Hart — de « rumeurs d'intimidation et de paiements illégaux », avec un lobbying mené dès 1930 par Giovanni Mauro pour le compte du régime ([These Football Times](#)). Fait unique dans l'histoire du tournoi, l'Italie doit elle-même se qualifier sportivement (victoire 4-0 contre la Grèce, 25 mars 1934) ([FIFA.com](#)). Huit stades sont construits ou rebaptisés à la gloire du régime (« Stadio Benito Mussolini » à Turin, stade « du Parti national fasciste » à Rome) ([Le Corner](#)).

Arbitrage. Trois arbitres sont accusés d'avoir favorisé l'Italie dans les matchs décisifs (arbitro10.com) : le Belge Louis Baert lors du quart de finale contre l'Espagne (« Bataille de Florence »), le Suisse René Mercet — radié à vie après le tournoi par la FIFA et sa fédération — lors du match rejoué contre l'Espagne ([Wikipédia — René Mercet](#)), et le Suédois Ivan Ekstrand pour la demi-finale contre l'Autriche et la finale, celui-ci ayant été vu en entretien personnel avec Mussolini avant les deux rencontres et récompensé après coup d'un séjour de luxe à Capri ([Wikipedia DE](#) ; [soccernostalgia](#)). En 2013, un colloque organisé par la FIFA elle-même a permis à l'historien Marco Impiglia de conclure que Mussolini avait obtenu des décisions arbitrales favorables ([CBC Sports](#)).

Pressions directes et naturalisations. Mussolini adresse aux joueurs, la veille de la finale, un télégramme resté célèbre : « Gagnez ou vous êtes morts ! » ([Le Monde](#)). La fédération, avec le soutien du régime, naturalise quatre joueurs argentins et un joueur brésilien (les « oriundi » : Luis Monti, Raimundo Orsi, Enrique Guaita, Attilio Demaria, Anfilogino Guarisi) — le sélectionneur Vittorio Pozzo justifiant ce choix par la formule : « S'ils peuvent mourir pour l'Italie, ils peuvent aussi jouer pour l'Italie » ([Wikipédia — Vittorio Pozzo](#)).

Communication et propagande. Galeazzo Ciano, gendre de Mussolini et responsable de la propagande, ordonne aux quotidiens de donner un maximum de publicité au tournoi ; plus de 300 000 affiches et un million de timbres commémoratifs sont diffusés ([Sky HISTORY](#)). Le salut fasciste est imposé aux joueurs et arbitres avant chaque match.

1.3 Réactions de la FIFA

Le président de la FIFA, le Français Jules Rimet, n'oppose aucune résistance institutionnelle. Sa formule prononcée après coup résume la situation : « Durant cette Coupe du monde de football, le vrai président de la fédération internationale de football, c'était Mussolini » ([Le Monde](#)). La seule sanction prise est la radiation à vie de l'arbitre Mercet — mesure tardive qui ne remet pas en cause le résultat sportif ni ne condamne l'ingérence du régime ([Wikipédia — René Mercet](#)). Ce n'est qu'en 2013, lors d'un colloque scientifique organisé par la FIFA elle-même, que l'institution reconnaît a posteriori la réalité de cette ingérence ([CBC Sports](#)).

2. Argentine 1978 : le Mondial de la dictature militaire

2.1 Objectifs politiques

Le 24 mars 1976, une junte militaire tricéphale dirigée par le général Jorge Rafael Videla renverse la présidente Isabel Perón et instaure le « Processus de réorganisation nationale » ([Wikipédia — Coup d'État de 1976 en Argentine](#)). Le régime mène une répression systématique — la « guerre sale » — provoquant environ 30 000 disparitions forcées (*desaparecidos*) selon les organisations de défense des droits humains ([Wikipédia — Dictature militaire en Argentine](#)). Le Mondial, attribué à l'Argentine dès 1966 sous un régime démocratique, est saisi par la junte comme un instrument de « lavage d'image » : selon *Le Monde diplomatique*, l'objectif était d'obtenir une reconnaissance internationale masquant les milliers d'assassinats et d'emprisonnements du régime ([Le Monde diplomatique](#)).

2.2 Moyens d'influence utilisés

Financement et contrôle organisationnel. Le coût du tournoi explose, passant d'un budget initial de 70-100 millions de dollars à 520-700 millions de dollars réels, financés via l'Ente Autárquico Mundial 78 (EAM 78), organisme doté par décret de pouvoirs quasi illimités et du secret sur ses comptes ([Wikipedia ES](#)). Le général Omar Actis, nommé à la tête de l'EAM 78 et partisan d'une gestion austère, est assassiné le 19 août 1976, probablement dans le cadre de luttes internes à la junte pour le contrôle des fonds du Mondial ; l'amiral Carlos Lacoste prend alors la réalité du pouvoir organisationnel ([Wikipedia ES — Omar Actis](#)).

Match controversé et arbitrage. Le 21 juin 1978, l'Argentine bat le Pérou 6-0 — score exact requis pour se qualifier pour la finale au détriment du Brésil. Avant le match, Videla se rend dans le vestiaire péruvien accompagné de l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger ([English Wikipedia](#)). Un ancien sénateur péruvien a témoigné en 2012 devant un tribunal argentin de l'existence d'une victoire arrangée, ce qui a conduit la FIFA à ouvrir une enquête, restée sans conclusion officielle définitive ([ESPN](#)). Les trois matchs de l'Argentine en seconde phase de poules bénéficient par ailleurs d'un horaire nocturne dérogatoire, connaissant ainsi les scores à dépasser ([Wikipédia](#)).

Répression pendant le tournoi. Cinquante personnes disparaissent durant le seul mois du Mondial ([Il Nobile Calcio](#)). L'École de mécanique de la Marine (ESMA), principal centre de torture du régime (5 000 détenus estimés), se trouve à moins d'un kilomètre du stade Monumental, site de la finale ; des survivants ont témoigné avoir entendu les clameurs du stade pendant les séances de torture ([Le Figaro](#)).

Communication internationale. La junte engage dès 1976 l'agence américaine Burson-Marsteller (1,1 million de dollars) pour améliorer son image à l'étranger ([Le Monde diplomatique](#)). Un bureau de presse est même installé dans les combles de l'ESMA, tenu par des détenus, pour surveiller la presse étrangère ([Wikipedia ES](#)).

2.3 Réactions de la FIFA

Le président de la FIFA João Havelange, élu en 1974, salue le nouveau régime dès mars 1976, affirmant que l'Argentine était « désormais plus prête que jamais » à accueillir le Mondial ([The New Republic](#)). Il remet le trophée à Videla en déclarant : « Maintenant le monde a vu le vrai visage de l'Argentine » ([Never Felt Better](#)). La FIFA, par son secrétaire général Helmut Käser, refuse explicitement d'intervenir sur des considérations politiques ([Miroir du football](#)). En 1979, elle va jusqu'à interdire un documentaire brésilien (Copa 78) exposant les liens entre le tournoi et le régime militaire ([Garra Football](#)). Un mouvement de boycott international, principalement porté en France par le COBA (plus de 200 comités locaux, 150 000 signataires) ainsi que par Amnesty International (« Football oui, torture non »), échoue à empêcher la tenue du tournoi ([Wikipédia — Comité pour le boycott](#)).

3. États-Unis 2026 : le Mondial de l'administration Trump

3.1 Objectifs politiques

Le tournoi est attribué le 13 juin 2018 à la candidature conjointe « United 2026 » (États-Unis, Canada, Mexique) ([U.S. Soccer](#)), dans un contexte déjà marqué par une intervention présidentielle : le 26 avril 2018, Donald Trump publie un message perçu comme une menace à peine voilée contre les pays qui soutiendraient la candidature marocaine concurrente ([Washington Post](#)). Réélu en novembre 2024, Trump s'implique directement dans la préparation du tournoi dès son retour au pouvoir en créant, par décret du 7 mars 2025, un « White House Task Force on the FIFA World Cup 2026 » qu'il préside personnellement ([Maison Blanche](#)). Il associe systématiquement l'événement à son bilan politique, revendiquant en février 2026 avoir « obtenu » à la fois le Mondial et les Jeux olympiques de Los Angeles 2028 ([vidéo, YouTube](#)).

3.2 Moyens d'influence et controverses constatées

Politique migratoire et visas. Une série de proclamations présidentielles (juin puis décembre 2025) suspend ou restreint les visas pour 39 pays, touchant directement quatre équipes qualifiées : interdiction totale pour Haïti et l'Iran, restrictions partielles pour la Côte d'Ivoire et le Sénégal ([The Guardian](#)). Les joueurs bénéficient d'exemptions, mais pas les simples supporters ([ESPN](#)). Un article du média The Wire qualifie cette politique de « plus large exclusion par nationalité depuis le Chinese Exclusion Act » ([The Wire](#)).

Sécurité fédérale. Le directeur de l'agence de l'immigration (ICE) refuse en février 2026 de garantir une pause de ses opérations pendant le tournoi ([The Guardian](#)), avant que le Département de la Sécurité intérieure ne confirme la présence quotidienne d'agents sur tous les sites du Mondial ([CiberCuba](#)). Plus de 120 organisations de défense des droits humains ont publié une alerte de voyage formelle ([Human Rights Watch](#)).

Villes hôtes. Dès septembre 2025, Trump menace de déplacer des matchs prévus dans des villes qu'il juge « dangereuses » (Seattle, San Francisco, Los Angeles, Boston) ([Sports Illustrated](#)). Après avoir affirmé son autorité exclusive en la matière début octobre 2025, la FIFA publie deux semaines plus tard une déclaration reconnaissant l'autorité du gouvernement américain sur la sécurité — un revirement perçu comme un alignement sur la position présidentielle ([Reuters](#)).

Communication et symbolique. Le tirage au sort se tient le 5 décembre 2025 au Kennedy Center, rebaptisé de façon informelle par Trump lui-même après en être devenu président du conseil d'administration ([Reuters](#)). Gianni Infantino y remet à Trump le tout premier « FIFA Peace Prize », provoquant une plainte de l'ONG FairSquare pour violation de la neutralité politique de la FIFA ([Al Jazeera](#)). Le tournoi est explicitement associé aux célébrations du 250^e anniversaire des États-Unis, avec un discours à connotation électorale de Trump le 4 juillet 2026 ([CNBC](#)).

Tensions diplomatiques. Des frappes américano-israéliennes sur l'Iran fin février 2026 (ayant entraîné la mort du guide suprême Ali Khamenei) placent la participation iranienne au tournoi sous forte tension ; l'équipe est finalement autorisée à jouer, sans les personnes liées au Corps des Gardiens de la révolution islamique ([Al Jazeera](#)). Des tensions commerciales significatives (droits de douane) opposent par ailleurs les États-Unis à leurs coorganisateur canadien et mexicain ([Fortune](#)).

Billetterie. La FIFA introduit pour la première fois un système de « prix dynamiques », entraînant une hausse moyenne de 35 % des tarifs, avec des billets de finale dépassant 2 millions de dollars sur la plateforme officielle de revente ([Forbes](#)). Les procureurs généraux de New York et du New Jersey ont ouvert une enquête officielle en mai 2026 ([NPR](#)).

3.3 Réactions de la FIFA

La FIFA cherche officiellement à maintenir une posture de neutralité tout en multipliant les signes de rapprochement avec l'administration américaine : Infantino a reçu plus d'invitations au Bureau ovale que tout autre dirigeant politique mondial, et la FIFA a ouvert un bureau à la Trump Tower de New York ([New York Times](#)). Face aux plaintes pour violation de sa propre charte de neutralité politique, la FIFA n'a apporté aucune réponse officielle publique ([Le Monde](#)). Des organisations de défense des droits humains, dont Human Rights Watch, qualifient le tournoi de « bonanza de sportswashing » — un terme jusqu'alors réservé aux régimes autoritaires (Qatar, Russie), désormais appliqué pour la première fois à une démocratie occidentale ([The Guardian](#) ; [Al Habtoor Research Centre](#)).

4. Analyse comparative synthétique

Dimension	Italie 1934	Argentine 1978	États-Unis 2026
Nature du régime	Dictature fasciste totalitaire	Dictature militaire (junte)	Démocratie constitutionnelle polarisée
Objectif principal	Légitimation idéologique et prestige international du fascisme	Lavage d'image face aux violations des droits humains	Valorisation personnelle du président et projection de puissance
Dirigeant FIFA	Jules Rimet (France)	João Havelange (Brésil)	Gianni Infantino (Suisse/Italie)
Attitude du dirigeant FIFA	Complaisance passive, réserve privée non exprimée publiquement	Complaisance active, éloges publics au régime	Rapprochement actif et personnel, remise d'un « prix de la paix »
Arbitrage contesté	Oui — 3 arbitres suspectés (Baert, Mercet, Eklind) ; Mercet radié à vie	Oui — arbitrage de la finale jugé favorable ; match Argentine-Pérou suspect	Non documenté à ce stade (le tournoi est en cours)
Pressions logistiques/organisationnelles	Naturalisations d'« oriundi », qualification forcée du pays hôte	Financement opaque (EAM 78), horaires dérogatoires, assassinat d'un dirigeant organisateur	Pressions sur le choix des villes hôtes, financement fédéral de sécurité, choix du lieu du tirage au sort
Répression concomitante	Encadrement des stades par la Milice fasciste	Disparitions forcées pendant le tournoi, proximité d'un centre de torture (ESMA) avec le stade principal	Restrictions de visas, présence de l'ICE autour des sites, absence de répression physique comparable
Communication/propagande	Propagande de masse (affiches, presse, radio)	Campagne internationale via l'agence Burson-Marsteller	Communication présidentielle directe (réseaux sociaux, discours), remise de prix symboliques
Contestation internationale	Quasi inexistante à l'époque	Mouvement de boycott structuré (COBA, Amnesty International) sans succès	Plaintes formelles au comité d'éthique FIFA, enquêtes parlementaires et judiciaires, presse internationale critique
Reconnaissance institutionnelle a posteriori	Colloque FIFA de 2013 reconnaissant l'ingérence	Enquête FIFA de 2012 restée sans conclusion définitive	Procédures en cours (comité d'éthique, enquêtes du Sénat et des procureurs d'État)

5. Typologie transversale des types d'ingérence

5.1 Interventions liées à l'arbitrage et aux résultats sportifs

- 1934 : désignation répétée d'arbitres jugés complaisants envers l'Italie sur les matchs à enjeu (quart de finale, demi-finale, finale), rencontres personnelles de l'arbitre suédois Eklind avec Mussolini avant les matchs décisifs.
- 1978 : victoire argentine 6-0 contre le Pérou permettant la qualification pour la finale, dans des conditions jugées suspectes (visite de Videla et Kissinger au vestiaire adverse, témoignages ultérieurs d'un truquage), horaires de match dérogatoires favorisant l'équipe hôte.
- 2026 : aucune accusation d'arbitrage truqué à ce stade ; la controverse porte davantage sur la gouvernance et la logistique que sur le résultat sportif lui-même, ce qui distingue nettement ce cas des deux précédents.

5.2 Interventions logistiques et organisationnelles

- 1934 : construction de stades rebaptisés à la gloire du régime, financement public massif, qualification imposée du pays hôte.
- 1978 : budget multiplié par dix (520-700 millions de dollars), organisme d'organisation (EAM 78) doté de pouvoirs discrétionnaires et du secret comptable, élimination violente d'un dirigeant intègre (assassinat du général Actis).
- 2026 : création d'une structure gouvernementale dédiée (task force présidée par Trump), pressions sur le choix des villes hôtes et sur les dispositifs de sécurité, choix politiquement chargé du lieu du tirage au sort (Kennedy Center), financement fédéral conditionnel de la sécurité (625 millions de dollars).

5.3 Interventions de communication et de propagande

- 1934 : propagande de masse classique (affiches, presse contrôlée, radio, mise en scène de la victoire comme triomphe du fascisme).
- 1978 : recours à une agence de relations publiques américaine (Burson-Marsteller) pour une campagne de communication internationale sophistiquée, dissimulation active des lieux de répression.
- 2026 : communication présidentielle directe via les réseaux sociaux et les discours publics, création de récompenses symboliques (« FIFA Peace Prize »), association du tournoi à un récit national plus large (célébrations America 250), proximité personnelle affichée entre le chef d'État et le président de la FIFA.

5.4 Interventions sur la liberté de circulation et les droits humains

- 1934 : aucune restriction migratoire documentée ; en revanche, contrôle politique strict de l'espace public autour du tournoi (salut fasciste imposé, milice armée).
- 1978 : répression continue des opposants pendant le tournoi (50 disparitions en un mois), dissimulation des centres de torture aux journalistes étrangers.
- 2026 : restrictions de visas touchant directement des supporters de pays qualifiés (Iran, Haïti, Côte d'Ivoire, Sénégal), présence d'agences fédérales de sécurité intérieure (ICE) autour des sites, sans qu'aucune violation physique des droits humains comparable aux cas précédents ne soit

rapportée — la controverse portant ici sur l'accès et la dignité des visiteurs plutôt que sur la répression interne d'opposants.

6. Frise chronologique consolidée des événements marquants

Année	Date précise	Événement	Cas
1932	13-14 mai	Le congrès FIFA de Stockholm retient la candidature italienne	1934
1932	9 octobre	La fédération italienne accepte formellement l'organisation	1934
1934	25 mars	L'Italie doit battre la Grèce pour se qualifier (seul cas dans l'histoire)	1934
1934	31 mai - 1er juin	« Bataille de Florence » : Italie-Espagne, arbitrages contestés (Baert, Mercet)	1934
1934	3 juin	Demi-finale Italie-Autriche, arbitre Eklind controversé	1934
1934	9 juin	Télégramme de Mussolini aux joueurs : « Gagnez ou vous êtes morts ! »	1934
1934	10 juin	Finale Italie-Tchécoslovaquie ; Mussolini remet la « Coppa del Duce »	1934
1934	13-16 juin	Première rencontre Mussolini-Hitler à Venise	1934
1966	6 juillet	La FIFA attribue le Mondial 1978 à l'Argentine, alors démocratique	1978
1976	24 mars	Coup d'État militaire en Argentine, Videla au pouvoir	1978
1976	2 juillet	Création de l'Ente Autárquico Mundial 78	1978
1976	19 août	Assassinat du général Omar Actis, organisateur du Mondial	1978
1977	17 décembre	Création du COBA (boycott) à Paris	1978
1978	1er juin	Cérémonie d'ouverture ; disparition de deux militants près du stade	1978
1978	21 juin	Victoire argentine 6-0 contre le Pérou ; visite de Videla et Kissinger au vestiaire péruvien	1978
1978	25 juin	Finale Argentine-Pays-Bas ; Havelange remet le trophée à Videla	1978
1985	9 décembre	Procès des juntas : Videla et Massera condamnés à perpétuité	1978
2012	—	Témoignage sur le truquage du match Argentine-Pérou ; enquête FIFA	1978
2013	Avril	Colloque FIFA reconnaissant l'ingérence de 1934 et 1978	1934/1978
2018	26 avril	Tweet de Trump perçu comme une menace envers les soutiens du Maroc	2026
2018	13 juin	Attribution du Mondial 2026 à « United 2026 »	2026
2025	7 mars	Création de la « White House Task Force on the FIFA World Cup 2026 »	2026
2025	Juin-décembre	Proclamations présidentielles restreignant les visas pour 39 pays	2026
2025	Fin septembre	Trump menace de déplacer des matchs de villes « dangereuses »	2026
2025	15-16 octobre	La FIFA reconnaît l'autorité du gouvernement américain sur la sécurité	2026
2025	5 décembre	Tirage au sort au Kennedy Center ; remise du « FIFA Peace Prize » à Trump	2026
2025	8 décembre	Plainte de l'ONG FairSquare contre Infantino pour violation de neutralité	2026
2026	Février	Frappes américano-israéliennes sur l'Iran ; incertitude sur sa participation	2026
2026	11 juin	Ouverture officielle du Mondial 2026 (Mexico)	2026
2026	4-5 juillet	Cérémonies liées au 250 ^e anniversaire américain, discours électoraux de Trump	2026
2026	19 juillet (prévu)	Finale du Mondial 2026 (MetLife Stadium)	2026

7. Conséquences géopolitiques

7.1 Court terme

1934 : la victoire italienne constitue un succès de propagande immédiat ; le journaliste américain John R. Tunis conclut dès l'époque que « les dictateurs ont découvert le sport » ([GEO](#)). L'épisode inspire directement la mise en scène politique des Jeux olympiques de Berlin de 1936, et précède de quatre jours la première rencontre diplomatique entre Mussolini et Hitler, préfigurant l'axe Rome-Berlin ([These Football Times](#)).

1978 : la victoire argentine permet à Videla de bénéficier d'un pic de popularité inattendu, un observateur notant qu'il a pu « commencer à se sentir comme un président élu » ([Irish Times](#)). La légitimation internationale recherchée est en partie atteinte à court terme, malgré le mouvement de boycott.

2026 : dès la phase de préparation, des enquêtes révèlent une baisse des réservations hôtelières attribuée aux politiques migratoires ([NPR](#)) et un sondage Data for Progress indique que les Américains eux-mêmes jugent la réputation internationale du pays dégradée ([Data For Progress](#)). Le terme de « sportswashing », jusqu'alors réservé aux régimes autoritaires, est pour la première fois appliqué à une démocratie occidentale ([Al Habtoor Research Centre](#)).

7.2 Long terme

1934 : l'épisode est aujourd'hui unanimement cité par les historiens du sport (Daphné Bolz, Simon Martin, Marco Impiglia) comme le cas fondateur de l'instrumentalisation politique moderne des grandes compétitions sportives, et sert de référence comparative pour juger des attributions controversées ultérieures, notamment le Qatar 2022 ([The Independent](#)).

1978 : le retour à la démocratie argentine en 1983 permet le procès des juntes (1985), la condamnation à perpétuité de Videla et Massera, et la transformation de l'ESMA en musée-mémorial inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2023 ([Le Figaro](#)). Le Mondial 1978 est aujourd'hui considéré comme le prototype du « sportswashing », terme depuis appliqué à la Russie 2018 et au Qatar 2022 ([Sports Politika](#)).

2026 : plusieurs analystes qualifient le tournoi de test décisif (« litmus test ») pour la diplomatie publique américaine et pour la crédibilité de la FIFA en matière de neutralité politique, notamment au regard des plaintes déposées devant son comité d'éthique ([West Asia Watch](#) ; [Forbes](#)). Les experts du Council on Foreign Relations soulignent que le régime de restrictions migratoires mis en place pour ce Mondial préfigure les dispositifs qui seront appliqués aux Jeux olympiques de Los Angeles 2028 ([Council on Foreign Relations](#)). Les tensions commerciales et diplomatiques entre les trois pays coorganisateurs (États-Unis, Canada, Mexique), qui doivent réviser leur accord de libre-échange USMCA en pleine compétition, pourraient laisser des traces durables dans leurs relations trilatérales ([Fortune](#)).

8. Conclusion

Ces trois éditions de la Coupe du Monde, bien que séparées par près d'un siècle et par des systèmes politiques radicalement différents, illustrent une constante : la capacité du plus grand événement sportif mondial à être capté par le pouvoir politique du pays hôte, et la propension structurelle de la FIFA — sous ses trois présidents successifs concernés, Rimet, Havelange et Infantino — à privilégier la complaisance institutionnelle plutôt que la confrontation avec les gouvernements hôtes. Si les moyens d'ingérence ont évolué (arbitrage truqué et propagande d'État en 1934 et 1978, contrôle diplomatique et manipulation symbolique en 2026), la mécanique reste similaire : instrumentalisation de l'image du pays, alignement de la FIFA sur les intérêts du pouvoir en place, et reconnaissance institutionnelle des dérives seulement de manière tardive, souvent des décennies après les faits pour les cas de 1934 et 1978. Le cas de 2026, encore en cours au moment de la rédaction de cette étude, se distingue par la présence de contre-pouvoirs démocratiques actifs (presse libre, enquêtes parlementaires et judiciaires, plaintes devant les instances d'éthique de la FIFA elle-même) qui documentent la controverse en temps réel — une différence structurelle majeure qui pourrait, à terme, produire des conséquences institutionnelles plus rapides que celles observées après 1934 et 1978.

Sources principales

Cette étude s'appuie sur plus de 100 sources journalistiques, académiques et institutionnelles consultées et citées tout au long du document, notamment : Le Monde, Le Monde diplomatique, Le Figaro, GEO, LCP (Assemblée nationale), FIFA.com (inside.fifa.com), The Guardian, The New York Times/The Athletic, Reuters, Associated Press, BBC Sport, ESPN, Al Jazeera, CNN, Politico, Forbes, The Independent, CBC Sports, Washington Post, NPR, CNBC, PBS, les archives de la Maison-Blanche, ainsi que des travaux académiques de référence (Daphné Bolz, *Les Arènes totalitaires*, CNRS Éditions, 2008 ; Simon Martin, *Football and Fascism*, 2004) et des organisations de défense des droits humains (Amnesty International, Human Rights Watch, FairSquare). L'ensemble des citations directes est accompagné de son URL source dans le corps du texte.

Document compilé le 6 juillet 2026. Le Mondial 2026 étant en cours au moment de la rédaction, certains développements ultérieurs (résultat de la finale, issue des plaintes en cours devant le comité d'éthique de la FIFA) restent à confirmer.